TIBET BRIEF

AOÛT 2020

UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

ICT PROPOSE CINQ LIGNES D'ACTION POUR LE TIBET À LA PRÉSIDENCE ALLEMANDE DU CONSEIL DE L'UE

ALORS QUE L'ALLEMAGNE S'APPRÊTAIT À PRENDRE LES RÊNES DE LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET (ICT) L'A ENCOURAGÉE À METTRE L'ACCENT SUR LA SITUATION AU TIBET DANS LES RELATIONS AVEC LA CHINE ET À ABORDER LA QUESTION DU SILENCE AUTOUR DE LA SITUATION DÉSASTREUSE DES DROITS DE L'HOMME SUR LE PLATEAU TIBÉTAIN.

La présidence allemande, qui a débuté le 1er juillet et durera six mois, survient à une époque sans précédent pour l'Union européenne, qui peine à se relever de la pandémie de coronavirus et devra faire face à des retombées qui s'annoncent profondes, notamment sur les relations entre l'UE et la Chine. Mais elle survient également dans le contexte d'une autre crise, à savoir celle de la détérioration de la situation des droits de l'homme au Tibet.

ICT a proposé à la présidence cinq lignes d'action concrètes, dont la mise en œuvre permettra à l'Union européenne de contribuer activement à l'amélioration de la situation au Tibet :

1. Exiger publiquement et énergiquement du gouvernement chinois qu'il respecte les droits civils et politiques des Tibétains, qui sont soumis à un système caractérisé par la torture, les détentions arbitraires et la restriction de la liberté d'expression, de religion et de réunion ;

> SUITE PAGE 2

DANS CETTE ÉDITION

1 ICT propose cinq lignes d'action pour le Tibet à la présidence allemande du Conseil de l'UEy
2 Les États-Unis refusent l'entrée de fonctionnaires chinois sur leur territoire en vertu de la loi sur l'accès au Tibet
3 L'UE s'oppose à l'ingérence de la Chine dans la succession du Dalaï-Lama
4 Des drapeaux de prière tibétains enlevés de force par les autorités chinoises
5 Des experts de l'ONU réclament des mesures décisives pour protéger les libertés fondamentales en Chine
6 Rapport conjoint d'ICT et de la FIDH en vue de l'Examen périodique universel du Népal
7 Le point sur les prisonniers politiques
8 Suggestion de lecture
9 Tibet Talks Europe
10 Événements à venir

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

ICT EUROPE
Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS
15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY
Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT
1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +(1) 202-785-1515
Fax: (202) 785-434
info@savetibet.org

> SUITE DE LA PAGE 1

2. Exiger le respect de la liberté religieuse pour tous les bouddhistes tibétains, y compris ceux vivant en dehors du Tibet, et du droit des bouddhistes tibétains de décider de la succession du Dalaï-Lama, sans interférence du gouvernement chinois ;
3. Demander instamment un accès libre et réciproque au Tibet pour les experts de l'ONU ainsi que pour les diplomates, parlementaires, organisations non gouvernementales et journalistes étrangers ;
4. Plaider pour des politiques climatiques et de développement durable sur le plateau tibétain qui respectent les droits des Tibétains et n'aboutissent pas à la sédentarisation de masse forcée des nomades tibétains, à la pauvreté et au déracinement culturel ;
5. Soutenir activement la reprise du dialogue entre le Tibet et la Chine.

Ces cinq lignes d'action ont été envoyées au ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, et ont également été présentées lors d'une édition spéciale des Tibet Talks Europe le 30 juin, à laquelle ont participé la députée du Bundestag allemand Gyde Jensen et l'eurodéputé Raphaël Glucksmann (voir ci-dessous).

La note de briefing intitulée « Addressing the muted crisis in Tibet: Five Points of Action for the German EU Presidency » (« Faire face à la crise passée sous silence au Tibet : cinq lignes d'action pour la présidence allemande du Conseil de l'UE ») peut être téléchargée ici.

LES ÉTATS-UNIS REFUSENT L'ENTRÉE DE FONCTIONNAIRES CHINOIS SUR LEUR TERRITOIRE EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS AU TIBET

DANS UNE DÉMARCHE VISANT À MONTRER À LA CHINE SA DÉTERMINATION À FAIRE APPLIQUER LA LOI SUR L'ACCÈS RÉCIPROQUE AU TIBET (RECIPROCAL ACCESS TO TIBET ACT, OU RATA), LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN A ANNONCÉ EN JUILLET QUE LES MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ET LES FONCTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT RESPONSABLES DU REFUS DE L'ACCÈS AU TIBET POUR LES CITOYENS AMÉRICAINS NE POURRAIENT PLUS PÉNÉTRER SUR LE TERRITOIRE DES ÉTATS-UNIS.

Le secrétaire d'État des États-Unis, Mike Pompeo. (© REUTERS/Jason Lee)

Dans une déclaration prononcée le 7 juillet, le secrétaire d'État américain, MikePompeo, a annoncé que le Département d'État avait restreint la délivrance des visas au titre du RATA, qui interdit l'entrée sur le territoire américain de responsables chinois « participant de manière significative » à l'élaboration et à l'application de politiques qui empêchent les citoyens américains de se rendre au Tibet.

Michael Pompeo, qui a précisé que la Chine continuait de « systématiquement » empêcher les journalistes, diplomates et citoyens ordinaires américains de se rendre au Tibet et que l'accès des étrangers au Tibet était « de plus en plus vital pour la stabilité régionale », n'a pas révélé le nom des fonctionnaires visés par ces restrictions. Dans la foulée, le gouvernement chinois a promis de riposter en imposant ses propres restrictions.

En dépit de la colère de la Chine, les appels en faveur d'un accès réciproque au Tibet ne cessent de s'amplifier. Le mois dernier, 57 parlementaires issus de 19 pays européens ont publié une tribune appelant leur gouvernement à adopter leur propre version de la RATA. Le député conservateur britannique Tim Loughton a présenté un projet de loi en ce sens au Royaume-Uni le 6 juin. Cette tribune faisait suite à une autre tribune, publiée par Josep Borrell, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et vice-président de la Commission européenne, dans laquelle il affirmait que les maîtres mots de la relation entre l'UE et la Chine devraient être « la confiance, la transparence et la réciprocité ».

Peu après sa déclaration le 7 juillet, Michael Pompeo a également annoncé la décision des États-Unis d'interdire à Chen Quanguo – qui a été le secrétaire du Parti communiste chinois dans la Région autonome du Tibet entre 2011 et 2016 et exerce désormais ces fonctions au Xinjiang, où il orchestre des camps d'internement de masse pour les Ouïghours – d'entrer sur le territoire américain en raison de sa participation à des violations flagrantes des droits de l'Homme.

L'UE S'OPPOSE À L'INGÉRENCE DE LA CHINE DANS LA SUCCESSION DU DALAÏ-LAMA

ALORS QUE LE DALAÏ-LAMA FÊTAIT SON 85ÈME ANNIVERSAIRE EN JUILLET DERNIER, LE CHEF DE LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE A EXPRIMÉ LA POSITION DE L'UE SUR SA SUCCESSION, DÉCLARANT QU'ELLE S'OPPOSAIT À TOUTE INGÉRENCE DU GOUVERNEMENT CHINOIS DANS CE PROCESSUS.

Réunion entre Sa Sainteté le Dalaï-Lama et Josep Borrell lorsque ce dernier était président du Parlement européen. (© Union européenne 2006 – PE)

«La sélection des chefs religieux devrait s'opérer sans la moindre ingérence du gouvernement et dans le respect des normes religieuses», a déclaré Josep Borrell le 16 juillet. *«Dans le cadre du dialogue sur les droits de l'homme entre l'UE et la Chine, le Service européen pour l'action extérieure a exprimé sa position à plusieurs reprises, à savoir que la Chine se doit de respecter le processus de succession du Dalaï-Lama»*, a-t-il ajouté.

Josep Borrell répondait à une question parlementaire soumise plus tôt cette année par cinq eurodéputés issus de quatre groupes politiques: Francisco Guerreiro (les Verts/ALE) du Portugal, Petra De Sutter (les Verts/ALE) de Belgique, Petras Auštrevičius (Renew Europe) de Lituanie, Hannes Heide (S&D) d'Autriche et Aušra Maldeikienė (PPE) de Lituanie.

Ces dernières années, le gouvernement chinois a clairement fait savoir qu'il comptait interférer dans la succession du Dalaï-Lama. Les réactions à cette attaque flagrante contre la liberté religieuse des Tibétains se sont intensifiées ces derniers mois, surtout aux États-Unis, où la Chambre des représentants a approuvé en début d'année le *Tibetan Policy and Support Act*, un projet de loi établissant la politique des États-Unis à l'égard du Tibet. S'il est promulgué, ce projet de loi officialisera la politique américaine selon laquelle seuls les bouddhistes tibétains peuvent décider de la succession du Dalaï-Lama et les fonctionnaires chinois qui tenteraient de désigner leur propre dalaï-lama s'exposeront à des sanctions. Les gouvernements des Pays-Bas, de la Belgique et de l'Allemagne ont eux aussi officiellement déclaré qu'il revenait à la communauté religieuse tibétaine de choisir le futur dalaï-lama.

Josep Borrell a fait cette déclaration quelques jours après le 85ème anniversaire du Dalaï-Lama, qui a été célébré par les Tibétains et de nombreux dirigeants, artistes et partisans de la cause tibétaine partout dans le monde. ICT a également contribué à des tribunes sur le Dalaï-Lama aux États-Unis et en Europe. Le directeur des Affaires européennes d'ICT, Vincent Metten, a par ailleurs rédigé une tribune dans laquelle il prévient que le projet de la Chine d'interférer dans la succession du Dalaï-Lama risque de causer de graves troubles au Tibet et donc de déstabiliser la région. Des événements spéciaux en ligne ont été organisés par les bureaux d'ICT à Washington DC et Amsterdam, et les membres d'ICT ont adressé plus de 6 500 vœux d'anniversaire à Sa Sainteté à partir du site web de l'organisation.

TIBET BRIEF
UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET
AOÛT 2020

LES DRAPEAUX DE PRIÈRE TIBÉTAINS ENLEVÉS DE FORCE PAR LES AUTORITÉS CHINOISES

LA CHINE ENLÈVE DE FORCE LES DRAPEAUX DE PRIÈRE TIBÉTAINS – L'UN DES SYMBOLES LES PLUS MAGNIFIQUES DE LA CULTURE ET DE LA RELIGION TIBÉTAINES – DANS LA CONTINUITÉ DES EFFORTS QU'ELLE DÉPLOIE POUR DÉTRUIRE LES TRADITIONS ET LE MODE DE VIE TIBÉTAINS.

Des policiers chinois enlèvent un poteau sur lequel sont accrochés des drapeaux de prière dans une région non identifiée du Tibet. (Photo reçue de RFA)

Selon un article de Radio Free Asia datant du 17 juin, les autorités chinoises ont lancé une campagne ce mois-ci en vue d'enlever les drapeaux de prière tibétains.

La campagne a débuté dans la préfecture autonome tibétaine de Golog (en chinois : Guoluo) dans la province du Qinghai et le comté de Tengchen (Dingqing) à Chamdo dans la Région autonome du Tibet. *«Sur instructions de la police, des Tibétains locaux sont en train d'enlever les drapeaux de prière dans leur village et sur les sommets»*, a expliqué à RFA une source de la région, ajoutant que les autorités avaient même ordonné la destruction des poteaux sur lesquels étaient attachés les drapeaux.

Selon la même source, les autorités affirment que la suppression des drapeaux de prière s'inscrit dans une campagne de « nettoyage environnemental » et dans un « mouvement de réforme comportementale ».

Les drapeaux de prière tibétains constituent l'une des manifestations les plus répandues et les plus connues de la dévotion religieuse au Tibet. Les Tibétains croient que les prières et les mantras inscrits sur ces drapeaux traditionnellement fabriqués en tissu seront propagés par le vent et apporteront bonne volonté et compassion à tous les êtres humains. La décision d'enlever ces drapeaux offre un nouvel exemple de la détermination de la Chine à annihiler toute expression, aussi inoffensive soit-elle, de l'identité et de la religion tibétaines.

DES EXPERTS DE L'ONU RÉCLAMENT DES MESURES DÉCISIVES POUR PROTÉGER LES LIBERTÉS FONDAMENTALES EN CHINE

LE 26 JUIN, UN GROUPE DE PLUS DE 50 EXPERTS INDÉPENDANTS DE L'ONU A PUBLIÉ UNE DÉCLARATION COMMUNE SANS PRÉCÉDENT, APPELANT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À « AGIR COLLECTIVEMENT ET DE MANIÈRE DÉCISIVE POUR VEILLER À CE QUE LA CHINE RESPECTE LES DROITS DE L'HOMME ET SE CONFORME À SES OBLIGATIONS INTERNATIONALES ».

Ces experts – rapporteurs spéciaux et membres de groupes de travail – ont déclaré qu'il était selon eux *«temps de porter une attention accrue à la situation des droits de l'homme dans le pays, en particulier à la lumière des mesures prises contre la population de [la Région administrative spéciale de] Hong Kong, les minorités dans la Région autonome du Xinjiang, la Région autonome du Tibet, et les défenseurs des droits de l'homme à travers le pays»*. Ils ont également recommandé que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU organise une séance spéciale sur la Chine et qu'il établisse un mécanisme indépendant pour examiner les violations des droits de l'homme dans la République populaire de Chine.

Cette déclaration d'experts de l'ONU a été publiée quelques jours à peine avant l'ouverture de la 44ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, à laquelle ICT a participé. Le 10 juillet, la directrice du plaidoyer et de la communication d'ICT Europe, Christa Meindersma, a prononcé deux déclarations au nom de la Helsinki Foundation for Human Rights – une sur la liberté d'expression et l'autre sur la liberté de réunion pacifique et d'association. Le 14 juillet, Christa Meindersma a également participé à un événement virtuel en marge de la session sur la situation des droits de l'homme au Tibet. Lors de cet événement organisé par le Bureau du Tibet à Genève, elle a notamment insisté sur le renforcement des restrictions de la liberté d'expression des Tibétains.

Veuillez cliquer ici pour lire la déclaration des experts de l'ONU dans son intégralité.

TIBET BRIEF
UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET
AOÛT 2020

RAPPORT CONJOINT D'ICT ET DE LA FIDH EN VUE DE L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DU NÉPAL

LE BILAN DU NÉPAL DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME SERA ANALYSÉ DANS LE CADRE DE SON TROISIÈME EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL, PRÉVU DÉBUT 2021 À GENÈVE. DANS CE CONTEXTE, LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LES DROITS HUMAINS (FIDH) ET ICT APPELLENT LE GOUVERNEMENT NÉPALAIS À RESPECTER ET À APPLIQUER LES DROITS DES TIBÉTAINS AU NÉPAL, QUI SONT DE PLUS EN PLUS VULNÉRABLES FACE À L'INFLUENCE CROISSANTE DE LA CHINE DANS LE PAYS.

En mars 2018, un militant tibétain au Népal a été placé en détention pendant une dizaine de jours et menacé de déportation après avoir publié une photo de lui-même avec un drapeau tibétain sur Facebook et écrit à des ambassades internationales de Katmandou à propos de ses inquiétudes pour les droits de l'homme au Tibet.

Le rapport conjoint de la FIDH et d'ICT publié le 16 juin recense trois problèmes principaux dans le domaine des droits l'homme pour les Tibétains au Népal :

- Les Tibétains n'ont pas de statut juridique au Népal et sont vulnérables face aux restrictions arbitraires de leurs droits. Les plus de 20 000 Tibétains vivant actuellement au Népal ne bénéficient pas de leurs droits à l'égalité de traitement devant la loi, pour l'enseignement, la propriété foncière, la liberté de circulation et l'emploi.
- La non-application par le gouvernement népalais du principe de non-refoulement, qui interdit de renvoyer des personnes vers un pays où elles risquent d'être persécutées ou torturées.
- La réduction de l'espace public pour la liberté d'expression, notamment la liberté de la presse, sur les questions liées à la Chine et au Tibet, en raison de l'influence croissante de Pékin sur le gouvernement népalais.

Le rapport explique comment l'intensification de la coopération entre les gouvernements népalais et chinois, en particulier pour ce qui est des politiques des deux pays à l'égard des réfugiés tibétains et de la sûreté nationale, a renforcé la vulnérabilité des Tibétains au Népal. De récents accords entre le Népal et la Chine, tels que celui portant sur le « système de gestion des frontières » et le « traité d'entraide judiciaire en matière pénale », traduisent les efforts que déploie manifestement le gouvernement népalais pour restreindre les libertés des Tibétains au Népal, les surveiller et les déporter vers la Chine.

Le rapport révèle également que l'espace dédié à la liberté d'expression, y compris la liberté de la presse, en particulier sur les questions liées à la Chine et au Tibet, se réduit de plus en plus au Népal, non seulement pour les résidents tibétains, mais aussi pour les citoyens népalais, notamment les membres de la société civile et les journalistes.

Le rapport est disponible ici.

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

KHADRO TSETEN ET TSEGO

DEUX TIBÉTAINS ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À PLUSIEURS ANNÉES DE DÉTENTION AU SEIN D'UNE PRISON CHINOISE POUR S'ÊTRE RENDUS COUPABLES DE « SUBVERSION » ET DE « DIVULGATION DE SECRETS D'ÉTAT », APRÈS AVOIR COMPOSÉ ET DIFFUSÉ UNE CHANSON EN HOMMAGE AU DALAÏ-LAMA.

Khadro Tseten (© Voice of Tibet)

Une source tibétaine, qui a souhaité conserver l'anonymat, a expliqué que le parolier, Khadro Tseten, avait été condamné à sept ans de prison, et le chanteur, Tsego, à trois ans de prison. Ces peines ont été prononcées par un tribunal chinois du nord-est du Tibet début juillet.

Selon cette source, la police chinoise a placé Khadro Tseten, Tsego et une femme tibétaine non identifiée en détention le 26 avril 2019, suite à la diffusion d'une chanson en l'honneur du Dalaï-Lama sur des réseaux sociaux chinois. ICT n'a pas encore pu vérifier ces informations, mais la Chine a pour habitude

> SUITE PAGE 6

> SUITE DE LA PAGE 5

de surveiller attentivement les contenus diffusés sur les médias sociaux, et elle censure et supprime tout contenu allant à l'encontre des intérêts politiques du Parti communiste. La femme tibétaine aurait été libérée après environ un an de détention, selon des médias en langue tibétaine. Khadro et Tsego auraient entre 25 et 30 ans et sont originaires de la ville de Dokarmo, dans le comté de Tsekhog (en chinois : Zeku) County, dans la préfecture autonome tibétaine de Malho (en chinois : Huangnan) dans la province du Qinghai.

Ces dernières années, il est arrivé à plusieurs reprises que les autorités chinoises condamnent des Tibétains ayant chanté des chansons à la gloire du Dalaï-Lama. Ce fut notamment le cas de Pema Trinley et de Chakdor, qui ont été emprisonnés en 2013 pendant deux ans, après avoir sorti un DVD musical contenant des chansons sur des immolations pour le feu et sur le Dalaï-Lama.

DES EXPERTS DE L'ONU ÉCRIVENT À LA CHINE CONCERNANT LE PANCHEN-LAMA ET LES RÈGLES DE LA RÉINCARNATION

CINQ EXPERTS DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU ONT FAIT PART DE LEURS PRÉOCCUPATIONS AU GOUVERNEMENT CHINOIS CONCERNANT LA « DISPARITION » DU PANCHEN-LAMA ET LES RÈGLES DE PÉKIN SUR LA RÉINCARNATION, ÉVOQUANT LA CRAINTE D'UNE INGÉRENCE CHINOISE DANS LA SUCCESSION DU DALAÏ-LAMA.

Dans une déclaration adressée au gouvernement chinois, rendue publique le 1er août, les experts font part de leur *«grave préoccupation face au refus persistant du gouvernement chinois de révéler où se trouve précisément Gedhun Choekyi Nyima»*, le 11ème Panchen-Lama, et ils demandent qu'un observateur indépendant puisse lui rendre visite. Ils exhortent en outre le gouvernement chinois à *«veiller à ce que les bouddhistes tibétains puissent librement pratiquer leur religion, traditions et cultures sans interférence », étant donné que la liberté de religion inclut le droit des bouddhistes tibétains de « choisir leur clergé et leurs chefs religieux conformément à leurs propres traditions et pratiques religieuses»*.

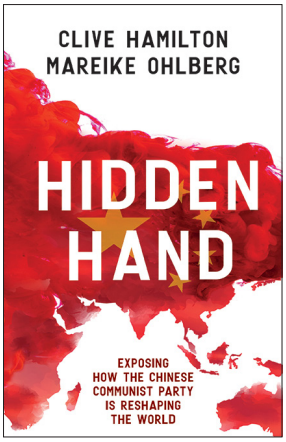
Le Panchen-Lama, l'une des figures les plus importantes du bouddhisme tibétain, est porté disparu depuis que le gouvernement chinois l'a enlevé lui et sa famille en 1995, quelques jours seulement après que le Dalaï-Lama l'a identifié comme étant la réincarnation du précédent Panchen-Lama. Gedhun Choekyi Nyima n'était alors âgé que de six ans.

Veuillez cliquer ici pour lire la communication des experts de l'ONU dans son intégralité.

SUGGESTION DE LECTURE

HIDDEN HAND: EXPOSING HOW THE CHINESE COMMUNIST PARTY IS RESHAPING THE WORLD

(LA MAIN CACHÉE : COMMENT LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS REFAÇONNE LE MONDE)



Dotée d'un immense pouvoir économique, la Chine est aujourd'hui une force politique et militaire mondiale engagée dans un combat idéologique avec l'Occident. Clive Hamilton et Mareike Ohlberg exposent au grand jour, avec une multitude de preuves et de points de vue exclusifs à l'appui, la nature et l'ampleur des opérations d'influence du Parti communiste chinois à travers le monde occidental – dans le domaine politique, dans les relations commerciales, les universités, les groupes de réflexion et des institutions internationales telles que l'ONU. Cette nouvelle puissance autoritaire utilise la démocratie pour saper cette même démocratie afin de réaliser ses propres ambitions mondiales.

Alliant recherches méticuleuses et prose convaincante, l'ouvrage *Hidden Hand* met en lumière les menaces que représente le Parti communiste chinois pour les libertés démocratiques et la souveraineté nationale en Europe et en Amérique du Nord, et il explique comment riposter face à cette influence autocratique.

Veuillez cliquer ici pour acquérir cet ouvrage.

TIBET TALKS EUROPE

« LES RELATIONS UE-CHINE ET LE TIBET : QUELLE PLACE SERA ACCORDÉE AUX DROITS DE L'HOMME PENDANT LA PRÉSIDENCE ALLEMANDE DU CONSEIL DE L'UE ? »

Alors que la pandémie de coronavirus a perturbé de nombreux événements et réunions ces derniers mois, International Campaign for Tibet a lancé une nouvelle initiative, les « Tibet Talks », qui consistent en une série de débats en ligne sur le Tibet avec des penseurs, des dirigeants, des militants et des artistes.

Alors que l'Allemagne s'apprêtait à prendre les rênes de la présidence tournante du Conseil de l'UE le 1er juillet, une édition des Tibet Talks Europe a été organisée sur le thème des relations entre l'UE et la Chine. Les intervenants invités, à savoir Gyde Jensen, membre du Bundestag allemand, et Raphaël Glucksmann, eurodéputé, ont discuté de la manière dont l'UE devrait réagir au bilan de plus en plus désastreux du Parti communiste chinois dans le domaine des droits de l'homme et de la façon dont elle pourrait soutenir une politique bien plus proactive sur le Tibet. Le directeur des Affaires européennes d'ICT, Vincent Metten, a également présenté les cinq lignes d'action d'ICT sur le Tibet qui ont été soumises au gouvernement allemand.

Veuillez cliquer ici pour visionner la 3ème édition des Tibet Talks Europe – les relations UE-Chine et le Tibet

Vous pouvez également visionner les éditions précédentes des Tibet Talks Europe à partir des liens suivants :

- 1ère édition des Tibet Talks Europe – la place de la Chine dans un monde où sévit la COVID-19 et ses conséquences pour le Tibet
- 2ème édition des Tibet Talks Europe – la politique des Pays-Bas à l'égard du Tibet (en néerlandais)
- 4ème édition des Tibet Talks Europe – la célébration du 85ème anniversaire du Dalaï-Lama (en néerlandais)
- 5ème édition des Tibet Talks Europe – des députés néerlandais demandent instamment un accès libre au Tibet (en néerlandais, sous-titré en anglais)

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **2 SEPTEMBRE:** Journée de la démocratie tibétaine
- **SEPTEMBRE (DATE À CONFIRMER):** 6ème édition des Tibet Talks Europe – Conversation avec Barbara Demick, auteur de Eat the Buddha*: The Story of Modern Tibet Trough the People of One Town*
- **14 SEPTEMBRE:** Sommet virtuel des dirigeants de l'UE et du président chinois Xi Jinping (à confirmer)
- **14 SEPTEMBRE – 6 OCTOBRE:** 45ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU